



COLLOQUE INTERNATIONAL «CRITIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »
Une contribution scientifique à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (ODD – ONU)
Institut d'Études Avancées de Nantes, 6 – 7 juin 2017
**MODÈLE DE VALORISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ PAR LA DIVERSITÉ CULTURELLE :
ALLIANCE ENTRE SAVOIRS ANCESTRAUX AMÉRINDIENS ET BIOTECHNOLOGIES VERTES OCCIDENTALES**
PROF. DR. MARIO CHRISTIAN MEYER

En partenariat avec **Collège de France** et **University of Princeton**

16h30-18h30 : Les notions clés des ODD sous le regard comparatif

Extrait thématique de la Contribution de la Présidence du Brésil : articulations avec le projet PISAD, Pr Meyer
COP 21 PARIS 2015 + COP 22 2016: Paris Agreement implementation: completed by 2018
FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL – NATIONALLY DETERMINED CONTRIBUTION (NDC)

Préambule

Corrélation entre **Justice environnementale** (*climate justice*) et **Justice sociale**

J'ai été particulièrement intéressé par le premier § de votre document :

« Les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 : **catalogue de bonnes intentions...** les **maux** dont ils sont en quelque sorte l'image inversée : **comme par exemple**, Institutions inefficaces, irresponsables ou **corrompues** » ! En ce moment même, la population soutient au Brésil (l'une de mes patries), le plus grand mouvement **anti-corruption** de l'Histoire.

Le Brésil constitue un bel exemple de la **chasse contre la corruption, sans précédent depuis la naissance de la Démocratie dans le monde** : phénomène mondial unique.

Les "projets milliardaires" qui disposent de "**marges financières**" pour la corruption impliquent souvent des conséquences catastrophiques pour l'environnement : c'est le cas de la méga-hydroélectrique **Belo Monte** inondant des dizaines de milliers d'hectares de terres indigènes, c'est le cas du géant frigorifique **JBS** générant déforestation massive en Amazonie pour les pâturages bovins, de la **Petrobrás** et l'exploitation des ressources naturelles... pour ne citer que quelques méga-entreprises impliquées dans cette corruption.

L'action anti-corruption de l'État brésilien "**Lava Jato**" (karcher) a déjà mis en prison **198** hautes personnalités : ministres, gouverneurs d'État, PDG et directeurs de méga-sociétés... Il y a 4 jours le Ministère Public Fédéral a demandé la **prison pour l'ex-Président Lula**.

À l'exception des **crédits carbone** (*Certified Tradable Offsets*) générés par les "puits de carbone", la majorité des "produits et services environnementaux" de préservation des écosystèmes ne mobilisant pas des milliards, ne se prête pas au jeu de la corruption.

Ironie du sort, l'on arrive à une **corrélation** étonnamment **paradoxe** entre **Corruption** et **Environnement** : ainsi, par manque de mégaprojets financés, les programmes environnementaux deviennent les parents pauvres des investissements. En d'autres termes, le 'système' se trouve dans une **situation absurde et regrettable**, qui le conduirait à souhaiter que ces "marges financières" soient disponibles afin de pouvoir mettre en œuvre les projets de développement durable ; autrement, ils n'intéresseraient pas... Mais, heureusement, les temps semblent changer.

Dans ces domaines vous êtes, ici, tous de grands connaisseurs et j'aurais peu à vous apprendre.

C'est à partir d'un projet de développement durable en Amazonie qui est un **exemple de solution pratique** sur le terrain, que j'aborderai les ODD, tout spécialement le **4 (équitable quality éducation)**, le **9 (industry, innovation and resilient infrastructure ; promouvoir industrialisation durable et inclusive, et encourager l'innovation...)** et le **15 (forests and ecosystems : exploiter de façon durable les écosystèmes, enrayer l'appauvrissement de la biodiversité ...)** ; et, si le temps me le permet, le **8** concernant la **croissance économique durable**. Ma démarche étant d'analyser dans quelle mesure ces ODD et leurs **indicateurs** sont en adéquation ou non avec la réalité des peuples autochtones qui représentent les gardiens légitimes des forêts et de leur biodiversité (par ailleurs, proposition d'ébauche d'indicateurs).

Présentation du modèle : poster "Partage équitable des Savoirs & Transfert de technologie propres"



COLLOQUE INTERNATIONAL « CRITIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »

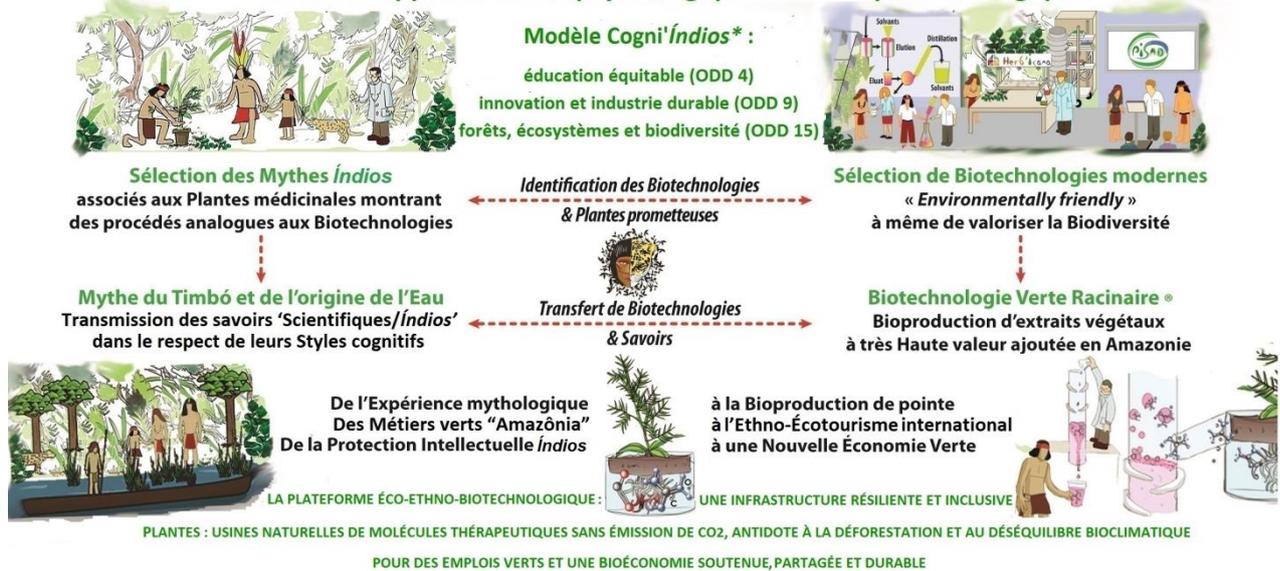
Une contribution scientifique à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (ODD – ONU)

Institut d'Études Avancées de Nantes, 6 – 7 juin 2017

MODÈLE DE VALORISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ PAR LA DIVERSITÉ CULTURELLE :
ALLIANCE ENTRE SAVOIRS ANCESTRAUX AMÉRINDIENS ET BIOTECHNOLOGIES VERTES OCCIDENTALES

PROF. DR. MARIO CHRISTIAN MEYER

Partage équitable des Savoirs & Transfert de Technologie propre dans une approche neuropsychologique et anthropotechnologique



* Il s'agit d'une approche méthodologique qui intègre l'ensemble du savoir ancestral des Índios (notamment sur les plantes médicinales), revitalisable par des techniques psychoculturelles, aux connaissances scientifiques et techniques actuelles (notamment les biotechnologies), en lien avec la protection de la Nature et le Développement Durable.

PISAD – Programme International de Sauvegarde de l'Amazonie, Mata Atlântica et des Amérindiens pour le Développement Durable
en coopération avec les organismes officiels de valorisation et protection des Índios et de la Biodiversité: SEIND, SEPLAN, IDAM, FUNAI, CGEN,

À partir de ce modèle, quelles sont les problématiques en lien avec les ODD ?

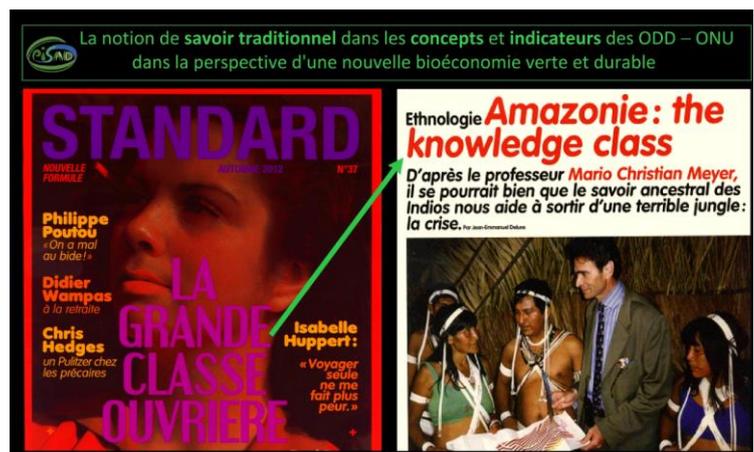
1 – A l'égard des Peuples autochtones et de leurs savoirs : la non prise en compte de la diversité des cultures et des concepts dans les ODD

Il est important de souligner que lorsque nous parlons de **culture** chez les peuples autochtones, elle n'est pas purement **abstraite** : elle englobe des **savoir-faire bien pratiques** qui participent concrètement au développement durable.

La **méthode des objectifs** (ODD) assortis d'**indicateurs chiffrés** imposés d'en haut rend difficile leur application sur le terrain ; les ODD sont "plaqués sur les populations sans prise en compte de leur histoire, de leur tradition et des priorités qu'elles se donnent".

Sur le plan des **concepts** des ODD, la notion de **savoir** pose question : (*une anecdote parlante : présentation de l'image*)

Il y a quatre ans, un journal franco-helvétique d'art, mode et culture a consacré un numéro à la classe ouvrière, la "**Working class**" (e.g. : bleu de travail, jeans, col Mao) : le journaliste, ayant entendu parler de notre Plateforme Éco-Ethno-Biotechnologique en Amazonie, m'a demandé une interview pour que je parle des **Índios** en tant que "**nouvelle classe ouvrière**" ; il voyait les **Índios** comme des ouvriers. Cela démontre que le monde occidental a, encore



aujourd'hui, des difficultés à concevoir le savoir traditionnel en tant que connaissance à part entière, à sa juste valeur, et ce, malgré les contributions capitales que les *Índios* ont apportées à la science et à l'industrie occidentales : le *caoutchouc* (l'arbre qui pleure), les *curares* toujours utilisés dans tous les blocs opératoires des cinq continents, les nombreuses molécules blockbusters des géants de la pharmacologie, tels la *pilocarpine*, le *captopril*, la *quinine*, l'*émétine*...

En conséquence, j'ai demandé au journaliste que l'article soit intitulé "**Knowledge class**", pour signifier que les *Índios* sont de véritables "Docteurs de la Nature".

L'imprécision du **concept** "Savoir" prend toute sa dimension lorsqu'il s'agit du « partage **équitable** des **bénéfices** et avantages découlant des savoirs traditionnels » (**APA**) énoncés dans l'Article 8(j) de la **CBD – RIO 92**, dans le **Protocole de Nagoya** et d'autres accords et processus, tel le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (**CIG – OMPI**), dans le respect des directives sur le Consentement Préalable en Connaissance de Cause (**CPCC**).

Ainsi, nous devons déplorer l'absence d'**indicateurs précis** dans les ODD permettant d'évaluer l'apport socio-économique de ces savoirs, dans la mesure où **il n'y aura pas de sauvegarde de la biodiversité sans sa valorisation équitable**.

Nous devons rappeler qu'il n'existe pas de **répertoire codifié et harmonisé** de ces savoirs traditionnels, notamment sur les plantes médicinales. De même, il faut rappeler que le terme "savoirs traditionnels ou autochtones" est **absent des 169 cibles et des 244 indicateurs** alors qu'ils représentent une source inépuisable d'informations sur la valorisation de la biodiversité.

Cette absence, qu'elle soit volontaire ou non, conduit à la "décérébration" des pays les plus pauvres, pour emprunter l'expression au Pr **Supiot**.

2 – Dans le cadre de l'alliance entre ces savoirs traditionnels et les technologies avancées

En se référant à plusieurs sources institutionnelles, tout indique que cette alliance est la **méthode la plus concrète et réaliste** pour protéger la biodiversité et les savoirs traditionnels des PACL (Peuples Autochtones et les Communautés Locales) car ils participent directement au processus même de la bioproduction verte et durable, **antidote à la déforestation**.

La **grande question** est de savoir comment créer des **indicateurs** opérationnels fiables permettant de mesurer universellement la valeur ajoutée générée par les projets innovants de valorisation de la diversité biologique et culturelle (à l'exemple de la Plateforme Éco-Ethno-Biotechnologique).

Proposition d'Indicateurs : Nombre d'emplois et CA générés par les technologies propres associées aux savoirs traditionnels pour la valorisation durable de la biodiversité (dans le cadre d'une bioéconomie verte).

Résultat attendu : ce nombre d'emplois constitue autant de déboiseurs en moins, autant de biodiversité en plus...

3 – La transition entre la notion de "bien commun" et de "biens commerciaux"

Cette approche rejoint les conclusions édifiantes de l'économiste **Gaël Giraud** –que nous avons la chance d'avoir parmi nous – lors d'une intervention à **Recife**, au Brésil, concernant le **bien commun**, le **public** et l'**État**... notamment, lorsqu'il précise « Un **commun** renvoie à trois pôles : une **ressource**, une **communauté** et des **règles**. ». Dans notre programme, il s'agit essentiellement de la **ressource génétique** (la biodiversité), de la **communauté amérindienne** avec son savoir ancestral associée aux **scientifiques** (dans un véritable 'pacte de sang') et des **règles de l'État** (e.g. : les 3 Politiques nationales BR : de la Biodiversité – décret 4339/2002 ; du Développement durable des Peuples et Communautés traditionnelles – décret 6.040/2007 ; du Développement des Biotechnologies – décret 6.041/2007).

La **question** est, alors, de bien savoir comment passer de la pratique du "**bien commun**" des *Índios* à la pratique des "**biens commerciaux**" de l'Occident, afin de développer cette nouvelle bioéconomie ; puis "passer à l'échelle"* : c'est un grand **thème pour l'IEA** !

* La Plateforme Éco-Ethno-Biotechnologique est conçue de manière à être **réplicable dans une trentaine des pays** membres de l'ONU aux forêts les plus riches en biodiversité et en connaissances ancestrales associées.

4 – Une dernière remarque : nous pouvons observer que l'approche **normative des ODD et de ses indicateurs** ne respecte pas la transdisciplinarité, l'intersectorialité, la pluriculturalité...

Par ailleurs, la **mise au point finale des indicateurs** devra permettre que la mesure des progrès en matière de développement durable soit fondée davantage sur la **preuve** que sur l'**appréciation**.

Le développement de ce genre de **pilotes innovants** devrait servir de base pour le grand enjeu qui s'impose à nous tous et qui consiste en la création d'un **modèle macroéconomique du développement durable** permettant d'atteindre, dans la **pratique**, les ODD de l'Agenda 2030. (cf. projet **Gemmes** – AFD)

Je suis heureux de **conclure** cet exposé avec les mots du Pr Supiot dans « *Ritualisme et Légalisme* », à France Culture, où il dit que les Occidentaux « ... grâce à leur **techno-sciences**, ils ont dominé depuis trois siècles le reste du monde. **Cette période est en train de se clore**, il leur faut désormais compter avec d'autres manières de concevoir l'organisation des sociétés humaines. »

*
* *

Thème à explorer **Samuel Jubé** – établir liens avec ODD :

En extrapolant à partir de la conférence de **Samuel Jubé** au Collège de France, le 12 juin 2014 (<http://www.college-de-france.fr/site/alain-supiot/seminar-2014-06-12-15h00.htm>), la valeur (d'**actif** = **capital** dans l'économie de la connaissance, donc **patrimoine** en raison des créances créées par les contrats de travail) des savoirs ancestraux sur les plantes médicinales... devrait faire en sorte que **le 'personnel' Indien soit inclus dans le capital** (et non pas comme une '**charge**') dans les Coopératives Éco-Ethno-Biotechnologique assurant la Bioéconomie verte et durable.